

MALVILLE 1977-2017

TÉMOIGNAGE DE R.A., MILITANT ANTI-NUCLÉAIRE GRENOBLAIS

NDLR: cette année, nous entrons dans l'année anniversaire des 40 ans de la manifestation de Creys-Malville. Elle s'est déroulée en 1977 dans l'Isère, elle a rassemblé 50 000 personnes et reste ancrée dans la mémoire collective. Le nombre de participants et la violence de la confrontation avec la police sont symboliques du déni de démocratie à l'origine de l'engagement de la France dans la production d'énergie nucléaire. Cette manifestation constitue une étape importante dans la construction de la lutte anti-nucléaire et des mouvements écologistes. Nous continuons...

Superphénix, un projet pour les 24 000 années à venir

Cette histoire a commencé au siècle dernier et durera longtemps. Très longtemps ? La demi-durée de vie du plutonium 239 est de 24 000 ans...

En 1974, le gouvernement français décide d'engager le pays dans un programme « tout nucléaire ». Cette décision est motivée par des raisons militaires (bombe), énergétiques, économiques (exportations de centrales). Le nucléaire (CEA, EDF, AREVA) constitue le cœur du projet politique.

L'uranium est le combustible utilisé par les réacteurs nucléaires actuels : ce combustible est disponible en quantité limitée, comme le pétrole... Pierre Messmer, premier ministre, présente donc Superphénix, un projet de surgénérateur devant produire plus de matière fissile qu'il n'en consomme... Cet équipement devait fonctionner à l'image du Phénix, oiseau mythologique renaissant indéfiniment de ses propres cendres. Superphénix est une « raison d'État ».

En mai 1977, le général Thiry, ancien directeur du centre d'expérimentations nucléaires du Pacifique déclare : « La France sait faire des armes atomiques de tous modèles et de toutes puissances. Elle pourra, pour des coûts relativement faibles, en fabriquer de grandes quantités dès que les surgénérateurs lui fourniront en abondance le plutonium nécessaire. Quelle chance pour l'Europe et pour la France... »

Dans le même temps, le CEA prévoit qu'il y aura plus d'une vingtaine de surgénérateurs en 2000, 10 en France et 10 exportés par la France.

Une excursion nucléaire

Plusieurs avaries graves sur Superphénix, dont certaines exclues des rapports de sûreté, ont démontré que le projet était défaillant. Cependant, l'investissement et l'engagement sur ce projet étaient tels que ses promoteurs ne l'ont pas arrêté, poursuivant la fuite en avant dans l'expérimentation en vraie grandeur. Le projet est coûteux, dangereux, inutile et source de prolifération du plutonium militaire. Il est appelé « excursion nucléaire » par ses concepteurs-promoteurs-constructeurs-exploitants-contrôleurs (les mêmes) : en effet, l'aventure aurait pu mal se terminer en cas de défaillances, même localisées, du refroidissement du cœur par le sodium. Une telle « réaction nucléaire sur-critique prompte », avec un chargement en plutonium, en faisait une source de dangers non maîtrisés, encore plus importants que Tchernobyl (26 avril 1986) ou Fukushima (11 mars 2011).

Et le 8 mars 1987, 20 tonnes de sodium sont en fuite entre les deux cuves du barillet de stockage temporaire du combustible nucléaire situé à côté du cœur

OUVRIRE LE FEU SUR LES CONTESTATAIRES !

31 juillet 1977 : nous étions des dizaines de milliers, à l'appel des Comités Malville et de nombreux mouvements, partis de regroupements dans plusieurs villages. Défilant sous la pluie sur des chemins étroits, un guet-apens nous attendait au Devin à Faverges, nous obligeant à rebrousser chemin par les champs, sous les tirs de lacrymogènes. Un vaste secteur autour du chantier de construction de Superphénix avait été transformé en zone occupée militairement. Sur ordre du gouvernement, le préfet de l'Isère, René Jannin, ancien préfet de police à Alger durant la guerre d'Algérie, avait décidé le 28 juillet 1977 « S'il le faut je ferai ouvrir le feu sur les contestataires », et en a donné l'ordre. Michel et Manfred ont été mutilés, une centaine de manifestants blessés, 12 manifestants raflés et passés en procès.

Vital Michalon, jeune professeur de physique de 31 ans, habitant à Die, manifestant contre le projet de surgénérateur Superphénix avec 60 000 d'entre nous, a été tué à Faverges près de Creys-Malville (Isère), par une grenade militaire offensive tirée par l'un des 5 000 militaires de la gendarmerie, CRS et forces de police qui ont utilisé 2 500 grenades offensives.

du réacteur ! Comme l'accident n'avait pas été prévu dans le rapport de sûreté, le chef de la centrale ne veut pas le croire. C'est seulement le 1^{er} avril qu'il télégraphie au ministre, qu'il n'y a « *pas de trace significative de sodium dans l'espace inter cuve* ». Il précise qu'il le tiendra informé si une fuite était avérée (documents obtenus alors après recours à la CADA). Après cette avarie grave, les associations anti-nucléaires démontrent devant le juge administratif, preuves à l'appui, que l'installation ne répond plus aux règles de sûreté.

Mais en 1989, Superphénix redémarre avec quelques bricolages d'EDF et continue à générer des problèmes. En 1990 le surgénérateur est de nouveau arrêté. Comment le gouvernement peut-il sauver la face dans ce fiasco ? Une nouvelle roue de secours est essayée : un « *programme d'acquisition de connaissances pour faire de l'équipement un outil de recherche et de démonstration* »... Un décret illégal de redémarrage est signé par Édouard Balladur, Gérard Longuet, François Fillon et Michel Barnier en 1994.

Les problèmes reviennent. Le gouvernement et les opérateurs n'osent pas reconnaître le désastre. Le 28 février 1997, les organisations anti-nucléaires obtiennent l'annulation du décret de « *redémarrage* » devant le Conseil d'État (CE, 28 février 1997, WWF,

Contratom, IPPNW, FRAPNA, Genève, Lausanne et plusieurs communes suisses, n°161504). Le 30 décembre 1998, Lionel Jospin et Dominique Voynet, décrètent la mise à l'arrêt définitif de Superphénix. Un décret de 2006 autorise son démantèlement complet.

Là où certains avancent des certitudes, ce sont les incertitudes qui ont été mises en évidence. Là où certains ont une croyance mythique en la technique et la technocratie et croient pouvoir échapper au débat, nous disons que la démocratie est nécessaire. Les doutes des années soixante-dix étaient fondés. Le mythe s'est effondré. Le désastre d'une « *excursion nucléaire* » a été pour le moment évité, pas le désastre sociétal.

Que de moyens auront été entre-temps gaspillés, que de débats truqués, que de biens communs et de vies perdues...

L'avenir (quelle année ?) confirmera encore plus que la France doit sortir du nucléaire pour mettre en œuvre des alternatives énergétiques, des économies d'énergie, l'arrêt de la prolifération du plutonium, une politique de paix.

C'est Vital.

Un désastre que nous n'effacerons jamais...

Superphénix était un prototype expérimental de centrale nucléaire à neutrons rapides à caloporteur sodium, de 1 200 MWé à Creys-Malville. Son coût de réalisation a été multiplié par 3 pour dépasser les 12 milliards d'euros. Il est en démantèlement depuis plus de 9 ans et pour de nombreuses années encore. Ses 5 500 tonnes de sodium ont été transformées en 39 000 m³ de blocs de béton-sodium légèrement radioactif entreposés sur le site. Les centaines d'assemblages radioactifs sont déposés dans une nouvelle installation nucléaire dite APEC. Le coût du démantèlement, opération à hauts risques, est estimé à 17 milliards d'euros. Cette installation nucléaire n'a fonctionné que 6 mois durant ses 5 premières années, 2 ans durant les 8 ans de son autorisation légale et un peu plus d'un an illégalement de 1994 à 1997 : c'était un mythe, c'est en fait un désastre. Des chercheurs et militants l'avaient déjà prévu dès 1988 dans un ouvrage collectif « *Alternatives au nucléaire* », comme Dominique Finon, chercheur au CNRS à Grenoble, dans son livre : « *L'échec des surgénérateurs : autopsie d'un grand programme* ».



Photo de Vital Michalon, prêtée par sa famille. En montagne à Barcelonnette.

Vital :
« *Nous avons évité une prolifération des bombes atomiques* ».

Voir la vidéo sur le site du Réseau Sortir du nucléaire : <http://www.sortirdunucleaire.org/Malville-1977-40718>

Précisions

Les déchets nucléaires de Superphénix sur le site pour des dizaines de milliers d'années :

Les centaines d'assemblages radioactifs extraits du cœur de Superphénix et ceux prévus pour le deuxième cœur, soit 14 tonnes de plutonium, sont des déchets nucléaires qui ont été stockés dans une piscine et un bâtiment nucléaires dénommés par décret « *Atelier pour l'Évacuation du Combustible (APEC)* ». Cette installation nucléaire a été présentée comme « temporaire », autorisée jusqu'en 2035. Comme aucune installation n'existe permettant de traiter ces centaines d'assemblages radioactifs de Superphénix, les dirigeants du lobby nucléaire la dénomment

dorénavant faussement « *Atelier pour l'Entreposage du Combustible (APEC)* ». Ils ne jouent pas seulement avec les mots, mais avec nos lois, et avec notre avenir. Ces faussaires devraient l'appeler ADN Superphénix : Atelier de Déchets Nucléaires de Superphénix.

En arrêtant Superphénix, les anti-nucléaires ont empêché, pour un temps, la prolifération du plutonium par l'exportation de surgénérateurs : cette action s'est déroulée conjointement avec nos camarades en Allemagne afin d'empêcher le projet de surgénérateur de Kalkar (projet de 300 MWé, jamais réalisé). Ce site est aujourd'hui un parc de loisirs. De même, avec nos camarades en Italie, nous avons poussé le gouvernement

italien à abandonner son financement de Superphénix. Nous nous sommes rendus au Japon pour manifester contre le projet de surgénérateur de Monju (246 MWé). Celui-ci a été mis en service en 1994, accidenté dès les premiers mois, n'a fonctionné que 7 mois en 22 ans, et a été abandonné en décembre 2016. **Le lobby des nucléocrates s'entête coûte que coûte :** Il renaît sans cesse de ses désastres. Aujourd'hui encore, et particulièrement depuis 2010, les gouvernements français subventionnent des centaines de millions d'euros pour le projet d'un surgénérateur de 600 MWé dénommé ASTRID (nom d'un astéroïde cette fois) et poussent le Japon à redémarrer le surgénérateur de Monju !

L'histoire du réseau « Sortir du Nucléaire »

Les années soixante-dix ont été des années de mobilisations importantes autour des Comités Malville : réunions publiques, manifestations, récupération des plans ORSEC-Rad du préfet, publications militantes comme Superpholix, radio pirate Radio-active, publications scientifiques comme « Plutonium-sur-Rhône » ou « La Gazette du Nucléaire du GSIEN »... Des actions en justice ont été menées dès 1974 pour essayer, en vain, d'annuler les travaux du chantier sans autorisation, la déclaration d'utilité publique sans étude sérieuse de dangers. Après la manifestation du 31 juillet 1977, le mouvement était lessivé, en pleurs, affaibli. Le coup de force du gouvernement avait eu raison, pour un long temps, de notre naïveté.

En 1989, le Comité « *Les Européens contre Superphénix* » s'est constitué, regroupant des dizaines d'associations et organisations de plusieurs pays européens dont la France, la Suisse, l'Italie. Le 26 avril 1990, des manifestations ont été organisées dans plusieurs villes de France, de Suisse et d'Italie sur le thème « Tchernobyl 4 ans après, Malville aujourd'hui ». Le 9 avril 1994, une marche Malville-Matignon contre Superphénix réunit les *Européens contre Superphénix*, le Comité Malville, Contratom (Suisse), la FRAPNA, Greenpeace, le GSIEN, WWF et plus de 250 associations de France, de Suisse, d'Italie et d'Allemagne.

Ce Réseau s'est ensuite appelé « Les Européens contre la prolifération du plutonium », qui est devenu aujourd'hui le « Réseau Sortir du Nucléaire », toujours très actif.